

MILA
Arrestation
d'une bande
de malfaiteurs

Suite à une plainte déposée par un grossiste en produits alimentaires auprès de la Sûreté de daïra de Chelghoum Laïd, faisant état du vol par effraction de son magasin, par des inconnus qui ont pu dérober une somme de 300 millions de centimes, après avoir forcé le coffre.

Selon les déclarations du plaignant, les malfaiteurs ont soigneusement préparé leur coup, en s'introduisant à l'intérieur par le biais d'une ouverture qu'ils ont minutieusement réalisée au niveau de la façade arrière. Déclenchant une enquête approfondie, les éléments de la PJ ont, en un temps très court, identifié les coupables. Il s'agit de deux jeunes repris de justice, âgés de 18 et 19 ans, résidant dans la même cité où est situé le magasin (cité des frères Borni).

Les éléments de la PJ ont pu récupérer, suite à cette opération, une somme de 54,5 millions de centimes et une moto acquise du butin du vol, par l'un des deux malfaiteurs.

Présentés devant le procureur près le tribunal de Chelghoum Laïd, les deux délinquants ont été placés en détention provisoire pour délit de constitution de bande de malfaiteurs et vol par effraction.

A. M'haimoud

SIDI BEL-ABBÈS
Une bande
armée fait une
descente dans
un lycée à
Tabia

Dans la matinée d'hier, un groupe de jeunes armés dont le nombre n'a pas été déterminé ont fait une intrusion dans un lycée à Tabia, que fréquentent aussi des élèves habitant à Boukhanefis, alors que les élèves étaient dans la cour. Les agresseurs ont blessé sérieusement deux lycéens qui ont été évacués vers l'hôpital.

Selon nos sources, ces jeunes qui portaient des armes blanches, ont trompé la vigilance des agents pour s'introduire dans la cour de l'établissement où se trouvaient encore les élèves. Deux victimes, l'une âgée de 19 ans a eu le bras fracturé, l'autre de 17 ans a reçu des coups de couteau au niveau du cou. L'agression a entraîné une panique parmi les élèves qui, pour se protéger, ont fui vers les salles de classe.

Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Après un moment d'effolement, l'ordre a pu être rétabli. Plus rassurés, les lycéens se sont aussitôt rassemblés pour se diriger vers le siège de l'APC pour exiger plus de sécurité et un lycée à Boukhanefis pour les demi-pensionnaires fréquentant le lycée de Tabia.

A. M

ILS ONT ÉTÉ JUGÉS DEVANT LE TRIBUNAL D'AZAZGA
Quatre ex-présidents de l'APC de Tizi-Ouzou
lourdement condamnés

Deux semaines après leur passage devant les magistrats du tribunal correctionnel d'Azazga, les quatre ex-élus ayant présidé aux destinées de l'APC de Tizi-Ouzou, au nom du FFS, entre 2001 et 2007 étaient de nouveau convoqués, hier, devant la même juridiction pour prendre connaissance du verdict.

Il y a deux semaines, les quatre édiles, dont l'un est en fuite depuis plusieurs années, devaient répondre des chefs d'accusation de passation de marchés publics en contradiction avec les règles en la matière, et de dilapidation de matériel appartenant à la collectivité. Ils avaient axé leur défense en mettant en avant l'argu-

ment selon lequel à l'époque des faits, il n'était pas loisible de présider l'APC de Tizi-Ouzou, en raison de la difficile conjoncture qui coïncidait avec les événements du Printemps noir. Impassible, le représentant du ministère public avait conclu son réquisitoire en réclamant l'application d'une peine de cinq années de prison

ferme assortie d'une amende de trente mille dinars contre chacun des trois ex-présidents présents à la barre, alors que dix années de prison ferme et une amende de dix millions de dinars étaient requises contre le fuyard, initialement condamné, il y a quelque temps déjà, pour une tout autre affaire liée à la dilapidation du foncier communal.

Hier donc, a été rendu le verdict de cette affaire qui a suscité moult commentaires dans l'opinion publique. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le tribunal a eu la main très lourde à l'encontre notamment

des trois ex-élus présents, puisque la sentence a été au-delà de ce qu'exigeait le procureur deux semaines plus tôt. C. Omar, AA. Chérif et B. Arezki ont été condamnés à sept années de prison et un million de dinars d'amende, alors que le très controversé T. Ahmed verra s'ajouter une autre ligne à son casier judiciaire avec dix années de prison et un million de dinars en guise d'amende. Ainsi s'achève ce qui ne semble être que la première partie de cette affaire qui devrait être rouverte en appel, près la cour de Tizi-Ouzou cette fois.

M. Azedine

Makouda paralysée par ses commerçants

Les commerçants de la localité de Makouda, à 20 kilomètres au nord de Tizi-Ouzou ont, durant toute la journée d'hier, dimanche, baissé rideau et fermé la mairie et le siège de la daïra.

Parmi leurs principales revendications, les protestataires exigent «l'aménagement et le revêtement immédiat de la route nationale», une route qui traverse ce chef-lieu de la daïra, dans toute sa longueur.

Les commerçants réclament, en plus de l'aménagement du tronçon de la RN 72, principale rue de la loca-

lité, détérioré après le passage de conduites d'AEP et de gaz naturel, leur mise en service, le lancement des travaux d'une mini gare inscrite depuis longtemps et l'installation d'un bureau des contributions au chef-lieu. Il faut ajouter que pour ce qui est de payer ses factures des impôts et d'électricité, le citoyen de Makouda

doit se déplacer jusqu'à Tigzirt, la daïra-mère.

Dans une plateforme de revendications, remise au chef de daïra, le rédacteur du document explique clairement que la dégradation de ladite route, engendre des pertes et des dommages à «notre activité commerciale». Une délégation des protestataires, reçue au siège de la daïra, par le représentant de l'Etat et le maire, est sortie après plus d'une heure, sans qu'elle ne soit convaincue des propos tenus par leurs interlocuteurs.

«Le chef de daïra rejette la balle sur le wali et les directions concernées», nous déclare un membre de cette délégation.

Juste après sa rencontre avec les autorités locales à qui ils ont donné un ultimatum de trois jours pour régler la situation, ladite délégation s'est vite réunie, avec l'ensemble des commerçants, pour leur faire un compte-rendu d'abord, et discuter ensuite des suites à donner à leur mouvement.

K. Bougdal

TIARET
Du nouveau à la commission des œuvres
sociales de l'éducation

Bloquée depuis plus d'une année en raison d'un bras de fer opposant le président et ses deux adjoints aux six autres membres chargés de la structure de gestion, la situation de la commission des œuvres sociales de l'éducation de la wilaya de Tiaret vient enfin de connaître son épilogue, avec la désignation d'une nouvelle équipe au grand soulagement des quelque 16 000 travailleurs du secteur.

Le dénouement de cette crise qui a fait couler beaucoup d'encre, a requis l'intervention du wali de la wilaya qui a regroupé avant-hier, les parties en conflit en présence du directeur de l'éducation et des différentes sections syndicales du secteur, à l'effet de trouver les solutions appropriées à un problème qui prend, vraisemblablement, en otage toute une corporation quant à l'accès aux multiples avantages et autres privilèges que peut octroyer

cette commission. En effet, juste après la présentation de la situation ayant conduit à l'impasse et les conséquences pénalisantes y afférentes, il a été procédé unanimement à la désignation d'un nouveau président en la personne de Taouech Naceur, du cycle secondaire, ainsi que de deux vice-présidents que sont Dilmi Karim et Boucett Tayeb, représentant respectivement les paliers moyen et primaire, comme le stipule le règlement intérieur de ladite commission.

Cette issue tant attendue a manifestement suscité un réconfort certain parmi l'ensemble des membres présents, lesquels sont désormais contraints de composer dans l'intérêt de la famille éducative, surtout que nombreux sont les travailleurs de ce secteur qui attendent leurs indemnités dont les 1 227 retraités demeurant à ce jour,

dans l'expectative de percevoir leurs dus, estimés à 25 millions de centimes chacun, d'autant que la commission dispose d'une cagnotte «gelée» dépassant les 25 milliards de centimes.

Saisissant cette opportunité, le premier responsable de la wilaya et les représentants des sections syndicales ont eu à plancher, par ailleurs, sur une panoplie de préoccupations socio-pédagogiques auxquelles est confronté le secteur, non sans soulever, entre autres points, l'importance du renforcement de la sécurité dans les établissements scolaires, l'amélioration du taux d'occupation des classes, la lutte contre la violence sous toutes ses formes ou encore, la relance de manière active des concours culturels et éducatifs à l'adresse des populations scolarisées.

Mourad Benameur

EL TARF
Des centaines de jeunes de la localité
de Sidi Kassi ferment la RN 44

Des centaines d'universitaires-chômeurs de la localité de Sidi Kassi, relevant administrativement de la commune de Ben M'hidi ont coupé hier, la route nationale 44, pour protester contre la politique de recrutement usitée par l'entreprise pharmaceutique, de droit privé, Biocare et ce, à l'aide de branches d'arbres, de blocs de pierres et de pneus brûlés.

«L'entreprise a procédé à des recrutements de personnes, toutes originaires de la wilaya d'Annaba, alors que nous sommes des cen-

taines d'universitaires-chômeurs de la localité de Sidi Kassi au niveau de laquelle est implanté le site de l'entreprise, qui sont lésés et ont un

besoin pressant de travail. C'est le déni d'un droit légitime selon les lois de la République et le code du travail. Nous nous demandons à quoi sert le bulletin du bureau de l'agence de l'emploi, quand le directeur de cette entreprise recrute du personnel par fax et ce, sans se référer aux organismes de l'emploi de l'Etat», ont indiqué des jeunes chômeurs en

rage et prêts à en découdre avec le patron de Biocare. Quoi qu'il en soit, la problématique de l'emploi dans la wilaya d'El Tarf se pose avec acuité dès lors qu'il n'existe pas une seule zone industrielle, à travers toutes les communes.

Les jeunes, pour les plus chanceux, ont le choix entre l'armée ou l'exil.

Daoud Allam

BLIDA : IL S'EST AGRIPPÉ AU CAPOT D'UNE VOITURE VOLÉE
Un policier arrête courageusement les voleurs

La scène est digne d'un film d'aventure. Un policier en faction dans une intersection à proximité de la Radio de Blida, est arrivé, samedi après-midi, à arrêter les voleurs d'une Renault Clio, en s'agrippant sur le capot. Malgré les coups de volant donnés par les cambrioleurs pour faire tomber le policier, celui-ci a tenu le coup jusqu'à ce que le

renfort arrive et fasse barrage à la voiture. Le voleur sera arrêté avec son acolyte. Il est à signaler que le policier a intervenu lorsqu'il a vu des citoyens courir derrière la voiture cambriolée en poussant des cris pour attirer son attention. Et c'est là qu'il aperçoit la Clio débouler dans sa direction. Sans se soucier du danger, il se jeta sur elle et s'y

accrocha fermement. Un motocycliste qui a tenté de prendre les malfaiteurs en filature pour venir au secours du policier, a été projeté sur le trottoir. Il s'en est sorti avec une fracture à la cuisse.

A noter enfin que les voleurs, en essayant de se faufiler parmi les voitures, ont endommagé quelques unes d'entre elles.

M. B.